



**Décembre 2021**

# **Newsletter Europe - International**

**#3**

## **EDITO**

Bien chers tous,

Le 31 octobre s'ouvrait à Glasgow la 26ème conférence des parties, dite Cop26.

Son programme était ambitieux : développement durable, système alimentaire, examen des progrès accomplis depuis la signature de l'accord de Paris sur le climat en 2015.

La conclusion de cette Cop 26 est largement insuffisante. Elle met au grand jour le décalage entre un constat et les décisions des libéraux qui sauvegardent l'intérêt et les profits des grandes entreprises.

Le secteur de l'énergie à l'échelle internationale est percuté par les mêmes logiques. C'est le quotidien et la vie des citoyens du monde qui est malmené. Hausse des prix de l'énergie, spéculation, projets néfastes pour la biosphère, processus de privatisation (en Grèce notamment).

Ainsi depuis plusieurs années, les décisions ultra libérales viennent affaiblir le service public de nos secteurs. Les actionnaires ont toujours une vision à court terme pour une rentabilité immédiate. Pour exemple récemment, EDF Trading, organisme de spéculation, perd 400 millions d'euros sans aucune explication. Aux États-Unis, EDF perd 4 milliards d'euros dans une opération pour le moins obscure. Et Engie n'est pas en reste. La filialisation galopante de cette entreprise menace 80 000 salariés.



Ces choix sont catastrophiques pour les peuples et la planète. L'exigence d'imposer d'autres choix doit amener toute la CGT à poser ces enjeux internationaux au plus près des salarié.es.

Soyons aussi à l'offensive pour dénoncer pied à pied les choix des actionnaires et des multinationales.

**Revendiquons à tous les niveaux :**

- **Des augmentations de salaires, l'arrêt de la casse de l'emploi,**
- **Des droits pour tous les salariés,**
- **D'amplifier la solidarité internationale et européenne,**
- **De combattre tout processus de privatisation.**

L'immense majorité des citoyens du monde est confrontée à une minorité de privilégiés.

Les questions internationales et européennes ne sont pas des questions "d'en haut" et l'affaire de spécialistes. Il est nécessaire de faire connaître nos propositions revendicatives sur ces questions comme sur d'autres.

La préparation du 7ème congrès fédéral devrait nous permettre avec tous les syndiqué.es du champ de notre fédération de construire des actions en France et au-delà.

Nous sommes internationalistes, humanistes, pour l'amitié entre les peuples.

## EUROPE

### EUROPE ET SALAIRE MINIMUM

**Ceux qui veulent, trouvent les moyens,  
Ceux qui ne veulent pas, trouvent les excuses...**

#### FRANCE :

En France, depuis 2008, le groupe d'experts recommande encore et toujours de ne pas augmenter le SMIC. La CGT revendique pourtant un SMIC à 2000€, à l'heure où l'inflation est galopante, où les luttes pour le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires ont lieu dans le pays. Cependant le problème n'est pas l'inflation mais bien la faiblesse des salaires et la répartition des richesses en défaveur du travail.

La CGT appelle les salarié.es dans les entreprises et les services publics à signer massivement la pétition pour l'augmentation des salaires et du point d'indice.

Remarquons, encore une fois, qu'une hausse substantielle du Smic a été décidée ces dernières années en Espagne, au Portugal, en Allemagne, malgré les dénégations mensongères des experts. Et, rappelons que, dans cinq pays de l'UE, le Smic est plus élevé



qu'en France.

En Allemagne, depuis 2015, le salaire minimum légal est appelé à augmenter progressivement. Initialement fixé à 8,50€ bruts de l'heure, il a en dernier lieu connu une augmentation en deux temps. Tout d'abord porté à 9,19€ en 2019, il a ensuite augmenté une seconde fois en 2020 et s'élève depuis à 9,35€. Il augmentera successivement pour s'élever à 10,45€ bruts en 2022. Une commission compétente est chargée de le réévaluer tous les deux ans.

En Espagne, après une hausse cumulée de 31,8% depuis 2018, le salaire minimum (SMI) a, pour la troisième année consécutive, de nouveau augmenté de 1,6% en septembre. Pour le Gouvernement Espagnol, la reprise économique doit-être juste pour l'ensemble de la population du pays et cela passe par l'augmentation des plus bas salaires.

Oui, une autre répartition des richesses créées est non seulement un enjeu de justice sociale, mais aussi d'efficacité économique.

#### GRECE :

#### **Une initiative citoyenne contre la privatisation de la compagnie publique électricité de Grèce (DEI)**

La compagnie publique d'électricité (DEI) est la plus grande entreprise industrielle de Grèce et le principal pilier de son système énergétique. DEI est aujourd'hui le plus important fournisseur d'électricité en Grèce et détient près de 63% du marché.

L'augmentation proposée des fonds propres de DEI et l'exclusion de la participation de l'État à l'appel d'offres entraîneront la perte de la majorité de 51 % et le contrôle de la société par l'État grec. Décision historique ! De cette façon, le gouvernement accomplira la privatisation complète du secteur de l'énergie, après les récentes concessions aux entreprises privées des réseaux électriques et gaziers du pays. Le réseau de distribution (HEDNO) a été racheté à 49% par la société australienne Macquarie Asset Management.

Les revendications portent sur l'abrogation de la décision du gouvernement sur la privatisation de DEI, sur le besoin d'une

maîtrise publique pour freiner toute hausse effrénée des prix de l'électricité pour les ménages et maintenir des prix bas pour les ménages à faibles revenus, pour un contrôle public qui reste la seule garantie pour s'attaquer à la pauvreté énergétique en offrant une protection principalement aux ménages pauvres et aux petites et moyennes entreprises, en particulier dans la conjoncture actuelle de crise énergétique mondiale qui menace de faire exploser les prix de l'énergie.

Nous avons envoyé un courrier de soutien aux camarades grecs (GENOP), car ce n'est que sous contrôle public que la DEI peut jouer un rôle stratégique dans la mise à niveau du système

productif du pays ainsi que dans la transition énergétique juste nécessaire pour lutter contre la crise climatique tout en maintenant la cohésion sociale.



## ALLEMAGNE : Coalition à trois

Le nouveau gouvernement allemand de coalition à trois, composé des sociaux-démocrates, des verts et des libéraux, s'est adressé au public pour la première fois, s'engageant à placer la protection du climat en tête de son programme, mais soulignant que sa première priorité est de contrôler la pandémie.

Remplaçant Angela Merkel à la tête du pays après 16 ans, le ministre des finances par intérim, Olaf Scholz, des sociaux-démocrates, a profité de son discours d'ouverture pour annoncer un plan en sept points pour faire face à l'urgence sanitaire, qu'il a qualifiée de «très grave», soulignant que les hôpitaux étaient proches de leur capacité et que son gouvernement envisagerait l'introduction d'un mandat de vaccination.

Les trois partis, connus sous le nom de «coalition des feux de signalisation» en raison de leurs couleurs (rouge, vert et jaune), ont conclu cet accord au cours de deux mois d'intenses négociations, après la courte victoire des sociaux-démocrates (SPD) aux élections nationales du 26 septembre.

Sous la houlette de M. Scholz, Annalena Baerbock, des Verts, devrait devenir ministre des affaires étrangères, la première femme à occuper ce poste, et Robert Habeck, co-leader de son parti, se verra confier un nouveau rôle de «super-ministre» combinant le ministère de l'économie avec des objectifs de protection de l'environnement.

Christian Lindner, leader du parti pro-entreprise Free Democrats (FDP), deviendra le nouveau ministre des finances. Hubertus Heil, du SPD, serait le seul ministre de l'ancien gouvernement - une grande coalition entre le SPD et le parti conservateur CDU/CSU de Mme Merkel - à conserver son poste de ministre du travail.

Le SPD occupera les postes de ministre de la santé, de l'intérieur et de la défense.

Il s'agira de la première alliance à trois au niveau national dans l'histoire de l'Allemagne.



## PROCHE ORIENT ET ORIENT

### INDE : Abrogation des lois controversées de la réforme agricole



Le 1er ministre indien, Narendra Modi, a annoncé que le gouvernement avait décidé d'abroger les 3 lois agricoles adoptées par le Parlement en 2020, et ce grâce à la mobilisation et à la vague des protestations des agriculteurs. Une partie des agriculteurs du

Pendjab et de l'Haryana et de certaines parties de l'Uttar Pradesh

ont protesté pendant plus d'un an pour exiger l'annulation de ces lois.

Il est à noter que cette décision survient des mois avant que 5 états, où il existe une forte opposition aux lois agricoles, n'organisent des élections législatives.

Nous avons félicité nos camarades des syndicats Indiens pour cette victoire.

### AFGHANISTAN : Solidarité avec le peuple Afghan

#### Retour au point de départ

L'avenir de l'Afghanistan est de nouveau sous le contrôle des Talibans, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme et du travail, ainsi que la situation des femmes et des filles.

Dans la débâcle du départ des forces de l'OTAN et des Américains, précipité par l'avancée rapide des talibans, certains Afghans ont pu fuir leur pays et se réfugier dans les pays voisins, en Europe ou aux Etats-Unis. Mais c'est une goutte d'eau par rapport à toutes ces personnes, notamment les femmes, les jeunes, les travailleurs, qui sont aujourd'hui prisonniers dans leur propre pays.

Les femmes sont en danger permanent. Au cours des vingt dernières années, elles ont progressivement regagné certains de leurs droits, pour voir en quelques heures leur combat pour la dignité réduit à néant.

Elles ne peuvent être à nouveau les premières victimes. Les tali-

bans interdisent la plupart des études aux filles et aux femmes, imposant des punitions brutales et le confinement des femmes à leur domicile à moins qu'un membre masculin de la famille ne les escorte. Les attaques contre les femmes au travail et dans l'éducation ont repris, tout comme les mariages forcés. Leur vie, leur dignité et leur intégrité sont très sérieusement menacées.

Les syndicalistes sont également des cibles privilégiées de ce régime. Dès leur arrivée à Kaboul, les talibans ont confisqué les biens des syndicats et interdit leurs activités, les accusant de violer les lois islamiques. Dans les zones désormais contrôlées par les talibans, les militants syndicaux ne peuvent pas reprendre leurs activités syndicales. Poursuivre une activité reviendrait à risquer sa vie !

Il est urgent d'avoir une réponse mondiale à l'accueil des réfugiés Afghans.



---

## ASIE ET OCEANIE

### INDONESIE : Les syndicats demandent l'abrogation de la Loi omnibus

La loi omnibus est très dangereuse pour l'avenir des travailleuses/eurs indonésiens et de leurs familles. Il y a 56,4 millions de travailleurs du secteur formel en Indonésie (avec leurs familles, environ 80 millions de personnes) qui perdront leur droit à un travail et à une protection sociale décentes.

Les éléments cruciaux de cette loi portent notamment sur l'élimination du salaire minimum sectoriel (UMSK) et du salaire minimum régional (UMK), sur l'externalisation des travailleurs à vie, sur les droits des travailleurs sous contrats (assurance maladie limitée, des salaires inférieurs au salaire minimum, pas de cotisation à pensions), sur la réduction du montant nominal de l'in-

demnité de licenciement, mais également sur la perte de salaire pour les travailleuses en congé maternité.

D'autres mesures concernent la non-obligation de négociations entre employeurs et travailleurs favorisant ainsi les licenciements et les mises à pied, l'augmentation des heures de travail...



---

## AMÉRIQUES

### CUBA : Solidarité - Des conteneurs pour Cuba



Retrouvez l'intégralité de la communication fédérale via le lien ci-dessous :

<https://militant.fnme-cgt.fr/intranet/index.php?view=article&article=15971&menu=3393>

### CHILI : Elections présidentielles

L'actuel Chef de l'Etat, Sebastián Piñera (conservateur) en mandat depuis 2010, ne peut pas se représenter tant sa coalition de droite et lui-même battent des records d'impopularité depuis la crise sociale de la fin de 2019, où une trentaine de personnes ont trouvé la mort lors des manifestations de protestation.

Depuis cette crise, le paysage politique chilien s'est totalement transformé. De nouveaux partis et des nouvelles coalitions ont émergé.

Le 21 novembre a eu lieu le 1er tour de ces élections et José Antonio Kast, candidat d'extrême droite, est arrivé en tête avec près de 98% des voix contre 25,7% pour le candidat de gauche, Gabriel Boric. Les candidats du centre gauche et du centre droit seront absents du second tour, pour la première fois en trente ans. Un second tour aura lieu le 19 décembre.

Ces résultats sont étonnants alors qu'en octobre 2020, un vote à plus de 78% a eu lieu en faveur d'une nouvelle constitution par référendum et que ce même candidat d'extrême droite affiche déjà la rejeter.

Une grande partie de la population est inquiète de voir arriver à la tête du pays, un candidat rétrograde, autoritaire, affichant ses affinités mais refusant l'étiquette d'ultradroite dont il a été qualifié dernièrement.



Deux projets totalement opposés s'affrontent.

L'un porté par José Antonio Kast défend l'ordre et la sécurité, une forte baisse des impôts mais s'oppose à l'avortement, à l'immigration et surtout reste un fervent partisan de la retraite par capitalisation via des fonds de pensions. L'autre porté par Gabriel Boric (un ancien leader étudiant ayant participé à la révolte sociale de 2019) veut construire un État qui prenne soin des citoyens, qui garantisse les droits, la dignité et l'égalité. Contrairement à son opposant, il est contre un système de retraite par capitalisation et revendique un programme de transformation sociale.

Si le scrutin du 2ème tour s'avère très serré, il est clair que ces programmes si antagonistes compliquent la situation du pays en le clivant à l'extrême.

---

## COLOMBIE : Halte aux réformes iniques

Depuis plusieurs mois, le peuple Colombien proteste dans la rue pour combattre les réformes portées par le gouvernement.

La crise sanitaire avait déjà fortement fragilisé le pays, et ces réformes injustes qui s'attaquent aux plus modestes et aux classes moyennes sont contestées dans l'ensemble du pays.

Ce projet de réformes prévoit la collecte de 6,8 milliards de dollars en augmentant notamment les services essentiels comme l'électricité, le gaz, l'assainissement, l'augmentation des prix de l'essence, l'installation de nouveaux péages, le gel des salaires dans le secteur public jusqu'en 2026 et des coupes dans les programmes sociaux.

Cette gronde sociale a fédéré les syndicats colombiens en créant une union de lutte nommée « Front de grève générale » qui continue, depuis presque un an, à mettre la pression sur le gouvernement pour une réelle justice sociale dans la société colombienne.

Le pouvoir colombien a, dès le début du mouvement, réprimé violemment les manifestants avec l'usage disproportionné de la force au mépris du plus élémentaire droit à la liberté d'expres-

sion. La police, aux ordres du pouvoir, tire à balle réelle et a déjà tué des dizaines de manifestants dont notamment l'assassinat de leaders sociaux et syndicaux.

Selon l'Institut for Development and Peace Studies (Indepaz), en Colombie, au 29 août, 114 leaders sociaux (incluant les syndicalistes) ont été assassinés, soit 1 229 depuis la signature de l'accord de Paix avec les Farc en 2016.

L'année prochaine, auront lieu les élections présidentielles et pour la première fois dans l'histoire du pays, la possibilité de victoire du candidat de gauche peut être envisagée.

Le Front de grève générale continue la lutte pour avoir plus de justice sociale dans le pays en attendant les élections de 2022.



## VENEZUELA : Le pouvoir chaviste réconforté par les urnes

Le parti du président vénézuélien Nicolas Maduro a remporté une victoire écrasante aux élections régionales le 21 novembre, remportant 20 des 23 postes de gouverneur, ainsi que la mairie de la capitale, Caracas. Il s'agissait des premières élections avec la participation de l'opposition depuis quatre ans.



Maduro a fait plusieurs concessions pour donner des gages à la communauté internationale : il a desserré l'étau en permettant des missions d'observations étrangères (UE, ONU, Fondation Carter) et voulait que ce scrutin soit une preuve de sa légitimité.

Faisant face à des sanctions économiques, notamment de la part des États-Unis, l'objectif de Caracas dont une partie des fonds à l'extérieur sont gelés, est de faire lever au moins partiellement les sanctions, notamment celles sur le pétrole.



## HONDURAS : Une première femme Présidente de la Nation

Ce fut une bataille difficile lors des élections du 28 novembre dernier. À l'approche de la date des élections, l'atmosphère politique s'est polarisée, les conflits se sont intensifiés et la tension sociale a augmenté. Plus de 30 morts violentes de candidats progressistes et de gauche ont été enregistrés durant ce processus électoral.

Les événements sanglants de ces derniers jours ont réveillé les fantômes des violences qui ont eu lieu en 2017. Personne n'a oublié les répressions de 2017 contre ceux qui protestaient contre la fraude électorale flagrante qui a prolongé l'agonie du régime gouvernemental actuel. A l'époque aussi des personnes ont perdu la vie et ces crimes sont restés dans une totale impunité.

Dimanche, c'est Xiomara Castro, la candidate du parti Libertad y Refundación (Libre), qui est devenue la présidente élue du Honduras, avec une large majorité (52%), après 12 ans de néolibéralisme et d'élections irrégulières.

Mme Castro a assuré que l'un des principaux axes est la construction d'un État socialiste démocratique dans lequel « l'objectif suprême de la société et de l'État est l'être humain ». Une autre de ses priorités est de convoquer une Assemblée nationale constituante pour réformer la Constitution de la République, ainsi que de publier un nouveau code pénal. Elle a déclaré qu'une consul-

tation populaire aura lieu afin que le peuple puisse organiser et élire l'Assemblée nationale constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Elle a indiqué vouloir abandonner le modèle néolibéral.

Elle a insisté sur les problèmes auxquels le pays est actuellement confronté en raison de la corruption, assurant que l'un de ses objectifs sera d'abroger les lois qui soutiennent la dictature.

Xiomara Castro se définit comme « féministe, anti-patriarcale, révolutionnaire et inclusive » et propose, dans son plan de gouvernement, de promulguer une loi sur l'égalité des femmes, de reconnaître les droits sexuels et reproductifs et de mettre fin au harcèlement sexuel et à la violence de genre. L'une de ses propositions qui a suscité le plus de controverses est la « dépénalisation de l'avortement pour trois motifs universels : risque pour la vie de la mère, si la grossesse est le résultat d'un viol ou si le fœtus est malformé ».

Espérons que l'ancien régime respectera sa défaite sans chercher comme en 2017, un moyen illégal de conserver le pouvoir.

Solidarité avec la lutte du peuple du Honduras pour la démocratie et le progrès social !



## MEXIQUE :

### La Foire Internationale du Livre (FIL) met à l'honneur les écrivaines latino-américaines

Ce grand rendez-vous littéraire va récompenser l'Uruguayenne Fernanda Trias, figure de proue d'une littérature qui s'écrit de plus en plus au féminin sur le continent. Elle va recevoir le prix Sor Juana Inès de la Cruz pour son roman « Mugre Rosa ».

Longtemps les femmes ont publié dans l'ombre des géants du continent : Gabriel Garcia Marquez, Mario Vargas Llosa, Octavio Paz, Pablo Neruda.



Mais de plus en plus de voix féminines sont en train d'émerger en Amérique Latine : Alejandra Costamagna au Chili, Djamilia Ribeiro au Brésil, Guadalupe Nettel au Mexique, Claudia Piñeiro en Argentine, María Fernanda Ampuero en Equateur, Karina Pacheco au Pérou...

Pour certaines d'entre elles, le succès des femmes peut s'expliquer par le fait que les lecteurs s'intéressent davantage « aux minorités, aux histoires bien plus intimes ». Mais pour d'autres, comme l'Argentine Claudia Piñeiro, elles se méfient de l'idée d'un boom des romancières latino-américaines, un mot trop souvent employé dans les médias, qu'elles jugent commercial.

### INSTANCES GROUPES OU AUTRES EN EUROPE

#### FRANCE : EDF – Renégociation d'un avenant à l'accord du Comité d'Entreprise Européen

Malgré les promesses initiales de conserver les représentants du Royaume Uni dans le CEE, la direction a utilisé le Brexit comme levier pour entamer une renégociation à la baisse de l'accord CEE (dernière version en date de 2015). Les Britanniques



sont sortis du CEE depuis janvier 2021 malgré les assurances verbales antérieures de la direction.

Le 5 mai 2021, un accord de méthode de renégociation a été signé avec mise en place d'un Groupe Spécial de Négociation (GSN).

La proposition initiale de la direction avant la première séance de renégociation était drastiquement à la baisse sur tous les sujets : prérogatives et moyens (limitation du nombre de membres de 50 max à 38, suppression des postes de suppléant.es, formation ramenée de 5 à 3 jours/an, pas de volume explicite d'heures de délégation, visio systématisée, GT transitoire... hormis sur les moyens du secrétaire).

3 séances de 2 jours de négociation se sont tenues en septembre, octobre et novembre. Ces séances ont permis d'obtenir des bougés sur le projet direction : passage de 38 à 42 membres et 45 transitoirement contre 50 actuellement max, volume plancher d'heures de délégation, réunions physiques hormis réunions exceptionnelles, amélioration des cas de consultation, 1 jr/an de formation

pour les membres des Groupe de Travail, budget revu légèrement à la hausse.

Bilan de la négociation : Après les 3 séances, le projet étant toujours en net retrait sur l'accord de 2015 hormis pour le secrétaire (passage de mi-temps à permanent), les 4 négociateurs des 4 OS françaises ont adressé une ultime demande de compromis qui a obtenu une fin de non-recevoir de la DRH maintenant le texte inchangé à la signature.

La signature : ont le droit de signer les membres du GSN composé d'un négociateur par OS Française : CGT, CFE, CFDT et FO ; un négociateur par pays de l'UE : 1 Allemand, 1 Belge, 1 Italien et 1 Polonais ; et le secrétaire de l'instance (CFDT) soit 9 membres.

Les négociateurs français CFE, CGT (les 2 premières OS françaises) conformément à leur demande de modifier le texte, et ceux de l'Italie et de la Pologne ont décidé de ne pas signer.

La CFDT avec 2 signatures (une pour la CFDT et une pour le secrétaire de l'instance) et FO ont décidé de signer malgré le rejet du courrier commun des 4 Organisations Syndicales françaises de demander des modifications du projet. Les membres de la Belgique et de l'Allemagne ont signé l'avenant.



L'avenant a été validé le 25 novembre 2021 avec 5 signatures sur 9 : CFDT 2 signatures (3ème OS française du groupe EDF mais surreprésentée avec en plus la signature du secrétaire), FO, la Belgique et l'Allemagne.

La CGT regrette la signature d'un avenant qui vient amoindrir les droits du Comité d'Entreprise Européen dans le groupe (posture pourtant dénoncée unanimement par les 4 organisations syndicales françaises auprès de la direction).

#### EUROPE : TRANSITION JUSTE

**En France et dans toute l'Europe, la FNME interpelle !**

La FNME-CGT a participé à une initiative syndicale initiée par la Fédération syndicale Européenne de l'Industrie : IndustriAll Europe sur la « Transition juste ». Mobilisation pour une prise en compte réelle et substantielle des travailleurs impactés par les politiques climatiques européennes.

C'était une première Européenne pour alerter les acteurs politiques pour dire que les mots ne suffisent plus : il faut agir d'urgence pour conférer une dimension sociale à l'action climatique.

**JUST** NOTRE  
AVENIR NE  
SE DÉCIDERA  
PAS SANS NOUS !  
**TRANSITION**

Une transition juste nécessite la participation  
des travailleurs de l'industrie.

« Le pacte vert doit être un pacte social » impliquant des ressources, des investissements, un dialogue social et des politiques du niveau Européen jusqu'au plus proche du terrain.

A l'issue d'une terna COP 26 où les changements sont nécessaires pour agir sur le climat, la France est loin d'être exemplaire :

**Photowatt** : entreprise française filiale d'EDF de fabrication de panneaux solaires est en grande fragilité. Elle subit des baisses d'emplois et des moyens financiers insuffisants qui permettrait de produire des panneaux solaires avec une faible empreinte carbone avec des emplois français plutôt que des importations chinoises.

**Gardanne** : centrale charbon filiale de Gazel Energie qui a décidé de fermer le site alors que les salariés proposent un projet de conversion multi-énergie : gazéification méthane, hydrogène, cogénération

**Lucy** : ancienne centrale charbon où les salariés portent un projet de cogénération

**Cordemais** : centrale à charbon d'EDF dont la fermeture est programmée et où les salariés proposent une conversion verte qui a été lâchement abandonné par EDF pour manque de rentabilité financière immédiate.

Ce sont quelques exemples où les salariés, experts du process industriel, sont laissés de côté ; tout comme leur famille et les territoires impactés. Les projets de transformations de nos industries sont justes et réalisables. Ne pas les décider c'est abandonner des salariés, leur famille et les territoires.

C'est surtout tirer un trait sur les enjeux d'avenir et c'est un terreau favorisant la montée du populisme.

**La FNME-CGT a invité par courriel les acteurs politiques que sont les Députés, Sénateurs qui siègent dans les commissions des affaires Européennes de l'assemblée et du Sénat, les Députés Européens, le Ministre délégué aux affaires Européennes et la conseillée auprès du premier ministre sur les questions Européennes à agir pour le climat en passant par une transition juste associant les travailleurs, les représentants du personnel et les territoires.**

## TUED



### **Programme syndical pour un avenir énergétique public à faible émission de carbone**

Ce « programme » est le résultat d'un travail syndical composé de plus de 30 syndicats, impulsé par le Trade Unions for Energy Democracy (TUED), l'Internationale des Services Publics (ISP) et la FNME-CGT.

Principalement axé sur le secteur de l'électricité, le « Programme » a pour but de constituer un mouvement syndical international vers un effort politique ambitieux visant à apporter un changement fondamental à la politique climatique et énergétique néolibérale actuelle.

Retrouvez le programme syndical sur le site militant en cliquant sur le lien ci-dessous :

<https://urlz.fr/gYll>

---

---



La France compte présenter la candidature de l'ancienne Ministre du travail.

Partout la CGT et ses affiliés dans les fédérations mondiales et européennes dénoncent cette proposition d'une candidature qui porte la responsabilité d'avoir conduit une réforme du code du travail qui viole cinq conventions de l'OIT : 87, 98, 100, 111 et 158. La CGT et FO avait d'ailleurs déposé à ce moment-là une plainte à l'OIT.

Par ailleurs, lors du premier confinement lié au COVID en France au printemps 2020, le ministère du travail, sous le mandat de Mme Pénicaud, a sanctionné un inspecteur du travail qui préconisait que les employeurs distribuent des masques aux travailleurs intervenant auprès des personnes âgées. Cette sanction, annulée après quelques mois, a donné lieu à une nouvelle saisine de l'OIT pour violation de la convention 81 garantissant l'indépendance de l'inspection du travail.

De nombreux articles de presse, publiés la semaine dernière, ont relayé l'émotion et les oppositions à cette demande. Une pétition citoyenne a été lancée et a recueilli près de 10.000 signatures en quelques jours.

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, il est clair que cette candidature est l'une des pires, avec celle de l'employeur sud-africain et qu'elle doit être combattue.



## DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL EUROPEEN ELECTRICITE

Une déclaration commune entre Eurelectric, représentant les employeurs, et la FSESP et industriAll Europe, représentant les syndicats, a été actée sur la transition juste dans le secteur de l'électricité.

**LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA DÉCLARATION** se trouvent concrètement dans les chapitres 7 et 8 par des engagements conjoints à promouvoir le dialogue social et la négociation collective à tous les niveaux et s'engager à anticiper les changements au sein de leurs membres, à discuter et à promouvoir les cas de bonnes pratiques de la transition énergétique juste et de son évolution, à soutenir l'anticipation des compétences et à promouvoir la requalification et l'amélioration des compétences.

Reste maintenant à travailler à la réalisation par des actions concrètes à ces diverses initiatives.

Des demandes conjointes aux institutions de l'UE et aux États membres pour des cadres cohérents et concrets de transition juste ont été actés, ainsi qu'un observatoire européen de la transition juste et une stratégie européenne pour le secteur de l'électricité et la transition sublie par les salariés.

Un suivi concret des outils européens et des plans nationaux concernant les différents fonds alloués pour aider la transition devra être effectué.

Un cadre européen sur l'anticipation, la gestion du changement et l'anticipation des besoins en compétences sera établi.



**La déclaration est disponible en cliquant sur : <https://urlz.fr/gYlC>**



**Voir l'article sur le site Web <https://news.industrial-europe.eu/Article/672>**

---

---